

MÉMOIRE

Consultations prébudgétaires 2021



Carrefour
de **solidarité**
internationale



Photo : Fatoumata Tiroye Coulibaly

1- AUGMENTER L'ENVELOPPE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Lors du dernier budget, le gouvernement canadien a manqué, une fois de plus l'occasion d'entreprendre un réinvestissement dans l'aide au développement réduisant son rapport avec le revenu brut national au triste record de 0,26% - la pire performance en 50 ans - un investissement très loin du meilleur taux canadien de 0,47%. Cette décision renouvelée de ne pas viser les 0,7%, cible fixée à l'international et recommandée par le Comité permanent des finances, place le Canada dans une position intenable alors que les inégalités mondiales ne cessent de croître, notamment en raison des effets des changements climatiques et de la pandémie de COVID-19.

Effectivement, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les vulnérabilités de notre société, affectant tout particulièrement les femmes et les filles, et ce, en réduisant la capacité des organisations d'ici et d'ailleurs à pallier celles-ci. En effet, il est devenu difficile, en raison de l'insuffisance du budget de référence et de l'imprévisibilité du financement, de mettre en œuvre les objectifs de la Politique d'aide internationale féministe. Bien que des investissements essentiels ont été faits à l'international, le gouvernement canadien doit s'engager à y investir au moins 1% du budget consacré à la lutte contre la COVID-19 : la relance doit passer par une plus grande solidarité.¹

Il importe aussi de mentionner que le faible financement canadien à l'aide publique au développement affecte négativement l'image et la crédibilité du pays sur la scène internationale, mettant en péril son accession à des sièges tels qu'au Conseil de sécurité de l'ONU, où le Canada a essuyé un deuxième échec en 10 ans. Comme l'explique la députée Hélène Laverdière, qui a servi dans les ambassades du Canada à Washington, à Dakar et à Santiago, le Canada figure parmi les « derniers de classe » en ce qui concerne l'aide au développement international, y consacrant 0,26% du PIB alors que l'investissement d'autres pays comme la Norvège s'élève à 1,1%.²

1 Coopération Canada. Août 2020. « [Le CCCI demande au Canada d'investir 1 % de sa réponse totale à la pandémie aux besoins mondiaux](#) »

2 Bellavance, Joël-Denis. 2019. « [Conseil de sécurité de l'ONU: le Canada en mauvaise posture](#) », *La Presse*, 31 janvier 2019.

Le Carrefour de solidarité internationale presse donc le gouvernement de suivre la recommandation du Comité permanent des finances et d'**augmenter son aide publique au développement afin d'y consacrer 0,7% du revenu national brut d'ici 2030**. De plus, nous demandons au gouvernement d'intégrer des augmentations permanentes et régulières de l'aide internationale dans les prochains exercices budgétaires, tel que promis dans le discours du trône, tout en maintenant les investissements déjà annoncés dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

2-PRENDRE DE NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE COOPÉRATION CLIMATIQUE INTERNATIONALE ET METTRE SUR PIED UN PROGRAMME OUVERT AUX INITIATIVES INNOVANTES

Les changements climatiques ont des répercussions majeures, principalement chez les populations les plus appauvries. Parallèlement, le Canada se retrouve au 58^e rang sur 61 en ce qui a trait à l'indice de performance en matière de changement climatique³, qui vise à évaluer les émissions de gaz à effet de serre, la production d'énergie renouvelable, la consommation d'énergie globale et leur politique climatique. Cela place le Canada en bien mauvaise posture pour la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. En ce sens, il porte une responsabilité accrue envers les populations plus vulnérables aux changements climatiques. N'arrivant pas à respecter ses engagements mondiaux en matière de climat, le Canada se doit de faire sa juste part et cela ne peut pas se faire sans une enveloppe d'aide internationale nettement plus élevée.

Le Canada devrait donc **prendre de nouveaux engagements en matière de coopération climatique internationale**, et s'assurer qu'au minimum 50% de ces fonds soient réservés à des actions d'adaptation. Ces investissements vont de pair avec la Politique d'aide internationale féministe du Canada puisque les femmes sont les premières victimes des changements climatiques⁴.

Finalement, le gouvernement gagnerait à interpeller les organisations de la société civile, notamment les organisations de coopération internationale de petite ou moyenne taille, qui font partie des acteurs à fort potentiel dans ce domaine. En effet, elles apportent une expérience précieuse basée sur une collaboration à long terme, des relations égalitaires et de proximité avec les communautés ciblées et peuvent ainsi contribuer de manière efficace et innovante aux actions du Canada dans le monde.

En ce sens, le Carrefour de solidarité internationale recommande de **mettre sur pied un programme de coopération climatique internationale, ouvert aux initiatives innovantes, relevant du secteur des Partenariats pour l'innovation dans le domaine du développement**.

3-DÉVELOPPER UN PROGRAMME DESTINÉ AUX PETITES ET MOYENNES ORGANISATIONS FINANÇANT LES INITIATIVES EN MOBILISATION DU PUBLIC

Afin que le Canada puisse jouer un rôle de leader dans les enjeux internationaux actuels et à venir, il est essentiel que les Canadiennes et Canadiens développent, dès le plus jeune âge, une ouverture à l'autre et au monde. Cette sensibilité est encouragée par des actions d'éducation à la citoyenneté mondiale et de mobilisation.

3 Girard-Bossé, Alice. 2020. « [Le Canada parmi les cancrs](#) », *La Presse*, 7 décembre 2020.

4 Shields, Alexandre. 2017. « [Les femmes sont les premières victimes des changements climatiques](#) », *Le Devoir*, 12 décembre 2017.

Comme il est noté dans un récent appel à projet d’Affaires mondiales Canada, les activités de mobilisation du public permettent de « renforcer l’appui et la participation du Canada à l’égard de l’aide internationale, [...] de mieux comprendre les programmes [...] et les encourager à prendre des mesures afin de favoriser le changement ».

Cet équilibre entre les actions de développement à l’étranger et les initiatives locales en mobilisation sont la fondation de la réussite des petites et moyennes organisations de coopération internationale. Malheureusement, les programmes actuels ne financent plus ce genre d’action, empêchant les organisations d’agir de manière systémique.

En ce sens, il est essentiel que le Canada **affecte un financement destiné aux petites et moyennes organisations afin d’encourager et favoriser le développement d’initiatives en mobilisation et en éducation du public canadien.**

165 rue Moore, Sherbrooke, Qc. J1H 1B8
Tél: 819 566-8595 | Téléc.: 819 566-8076
www.csisher.com | info@csisher.com

 **Carrefour**
de **solidarité** internationale



Photo : Valeria Valencia Valle